

BURKINA FASO

Unité - Progrès- Justice

DECRET N° 2013- 704 /PRES/PM/MEF
portant ouverture de crédits au titre 2 du budget
de l'Etat, gestion 2013 à titre d'avances.

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N° 2012-1038/ PRES du 31 décembre 2012 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret N° 2013-02/PRES/PM du 02 février 2013, portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;

Vu le Décret N° 2013-104/PRES/PM/SGG-CM du 07 mars 2013 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu la Loi n° 006- 2003 /AN du 24 janvier 2003 relative aux Lois de Finances;

Vu le Décret N°2005-255/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le Décret N°2005-256/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime juridique applicable aux comptables publics ;

Vu le Décret N°2005-257/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime des ordonnateurs et des administrateurs de crédits de l'Etat et des autres organismes publics ;

Vu le Décret N°2005-258/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant modalités de contrôle des opérations financières de l'Etat et des autres organismes publics ;

Vu la Loi N° 051-2012/AN du 8 novembre 2012 portant loi de finances pour l'exécution du Budget de l'Etat, Gestion 2013 ;

Vu la loi N°021-2013/AN du 23 mai 2013 portant loi de finances rectificative de la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2013 ;

DECRETE

*W. G. M. 0604
20/05/2013*

Article 1: Sont ouverts à titre d'avances sur le titre 2 du budget de l'Etat, gestion 2013, des crédits applicables aux imputations mentionnées dans le tableau ci-dessous :

Sec.	Chap.	Art.	Par.	Rub.	Libellés	Montant
12					Ministère aff. étrangères et Coop. Rég.	1 041 800 220
12	32120				DAF	1 041 800 220
		61			Dépenses de personnel	1 041 800 220
			619		Autres dépenses de personnel non ventilées	1 041 800 220
				51	Provis° avancement et autres promot° statutaires	
17					Min. Fonct publ Trav. & Sécu. Sociale	300 000 000
17	33122				DRH	300 000 000
		61			Dépenses de personnel	300 000 000
			619		Autres dépenses de personnel non ventilées	300 000 000
				99	DPNV - Mesures nouvelles	300 000 000
21					Ministère de la Santé	1 554 510 000
21	32120				DAF	1 554 510 000
		61			Dépenses de personnel	1 554 510 000
			619		Autres dépenses de personnel non ventilées	1 554 510 000
				51	Provis° avancement et autres promot° statutaires	
24					Min. Enseig Secondaire et Supérieur	2 966 975 142
24	32120				DAF	2 966 975 142
		61			Dépenses de personnel	2 966 975 142
			619		Autres dépenses de personnel non ventilées	2 966 975 142
				51	Provis° avancement et autres promot° statutaires	

40					Ministère Rech. Scientifique et Innovation	26 000 000
40	33128				Direction des Ressources Humaines	26 000 000
		61			Dépenses de personnel	26 000 000
			619		Autres dépenses de personnel non ventilées	26 000 000
				37	Indemnité de départ à la retraite	26 000 000
99					Dépenses communes interministérielles	6 837 033 746
99	94106				Direction Générale du Budget	6 837 033 746
		61			Dépenses de personnel	6 837 033 746
			619		Autres dépenses de personnel non ventilées	6 837 033 746
				34	Dépenses diverses	6 837 033 746

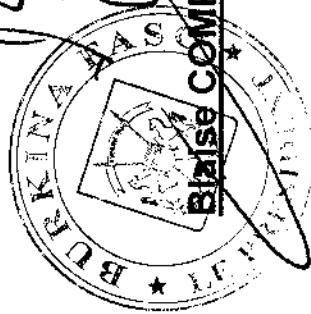
Article 2: les crédits ouverts à l'article premier ci-dessus sont soumis à la ratification du Parlement conformément aux dispositions de l'article 42 de la loi N° 006-2003/AN du 24 janvier 2003 relative aux Lois de Finances.

Article 3: le Ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le 23 août 2013

Le Premier Ministre

Beyon Luc Adolphe TIAO



Le Ministre de l'économie et des finances

Lucien Marie Noël BEMBAMBA